

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

NOTICE DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT (NRE)

Acheteur

Ministère de la Transition Écologique, de l'Energie, du Climat et de la
Prévention des Risques
Direction Interdépartementale des Routes du Sud-Ouest

Représentant de l'Acheteur

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes du Sud-Ouest par
délégation de Monsieur le Préfet de la région Occitanie par arrêté préfectoral du
30 janvier 2023

Objet du marché

RN 126 - Travaux de réparation du pont de l'Herle

NOTICE DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT (NRE)

Table des matières

Article premier – CHAMP D'APPLICATION.....	3
1.1 – Préambule.....	3
1.2 – Objet du marché.....	4
1.3 – Localisation des travaux.....	5
Article 2 – ASPECTS RÉGLEMENTAIRES DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT.....	6
2.1 – Air.....	6
2.2 – Bruit.....	7
2.3 – Déchets.....	7
2.4 – Eau.....	8
2.5 – Protection de la nature.....	8
2.6 – Protection du patrimoine.....	9
Article 3 – ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DU CHANTIER.....	10
3.1 – Faune et flore.....	10
3.2 – Eau.....	10
3.3 – Habitat et cadre de vie.....	10
Article 4 – PRESCRIPTIONS.....	11
4.1 – Protection de la biodiversité – Gestion et protection de la ressource en eau et de ses usages sur le chantier.....	11
4.2 – Gênes aux riverains/usagers.....	11
4.3 – Déchets issus du chantier.....	12
4.4 – Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) propres au chantier.....	14

NOTICE DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT (NRE)

Article premier – CHAMP D'APPLICATION

1.1 – Préambule

La présente Notice de Respect de l'Environnement (NRE) s'impose à tout intervenant sans pour autant se substituer à la responsabilité de celui-ci sur le chantier.

Quelque entreprise que ce soit, faisant appel à un sous-traitant, un prestataire de services ou un travailleur indépendant, devra joindre obligatoirement la présente NRE au marché établi, quelle que soit la nature de ce dernier.

■ Modifications de planning, moyens et modes opératoires

Toute modification de planning, moyens et modes opératoires par rapport à la prévision initiale impose préalablement à toute action :

- de vérifier si cette modification n'est pas de nature à modifier également les nuisances environnementales,
- d'en informer systématiquement le maître d'œuvre en joignant l'analyse du précédent alinéa, quel que soit le résultat de celle-ci.

■ Suivi des pollutions et des atteintes à l'environnement

Est considéré comme pollution et atteinte à l'environnement, tout incident ou accident pouvant rendre dangereux ou dégrader le milieu naturel ou le voisinage.

Toute pollution ou atteinte à l'environnement doit être signalée dans les plus brefs délais au maître d'œuvre.

Les travaux de la zone concernée seront immédiatement arrêtés en attente d'enquête et les mesures correctives seront prises par les entreprises concernées, pour éviter la propagation de la pollution ou l'aggravation de l'atteinte à l'environnement.

■ Obligations du titulaire

L'ensemble des sujétions organisationnelles, administratives et techniques de la présente NRE, indépendamment des pièces écrites du marché (CCTP, ...), mis à la charge du marché par l'entreprise titulaire est réputé à la charge de cette dernière. L'entreprise titulaire est responsable de l'application des sujétions par tous ses sous-traitants et co-traitants. Elle s'assurera par tous moyens y compris contractuels que tout intervenant lié à son marché s'acquittera des obligations faites par la présente NRE.

■ Mode de règlement des difficultés

Tout différend né de l'application de la NRE fera l'objet d'une ou plusieurs réunions de conciliations entre l'intervenant concerné et le maître d'œuvre.

Le non-respect des obligations techniques et matérielles pourra faire l'objet, par décision du maître d'œuvre, de mesures de substitution d'action.

Pour tout manquement à une obligation, le maître d'œuvre fera procéder à la mise en œuvre des moyens nécessaires pour parer à la carence de toute entreprise en cas de danger grave et imminent pour l'environnement.

Les dépenses ainsi engagées seront imputées à l'entreprise titulaire.

Le maître d'ouvrage assurant l'avance de ces dépenses, celles-ci seront retenues de plein droit sur les sommes dues à l'entreprise concernée par le maître d'ouvrage.

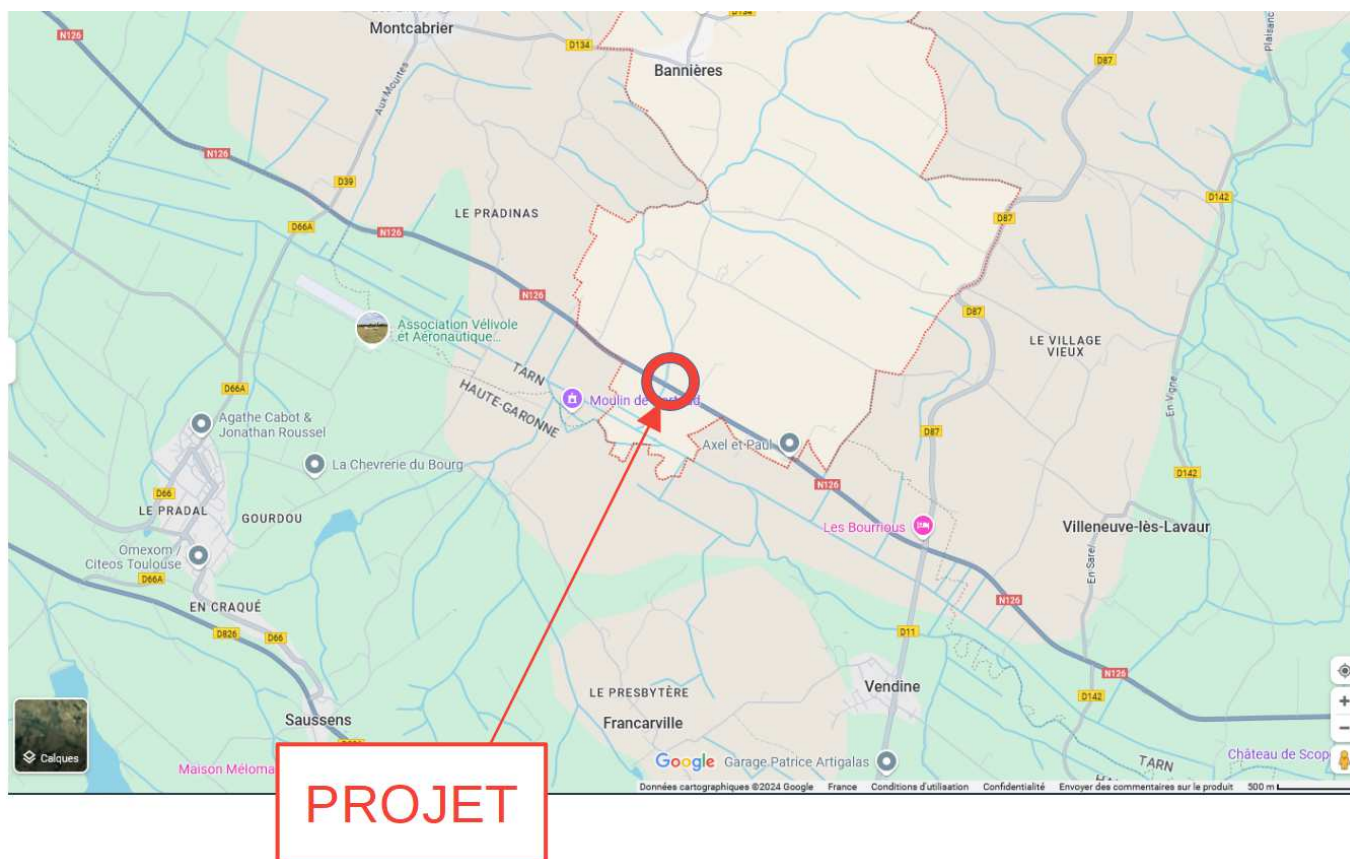
1.2 – Objet du marché

La présente Notice de Respect de l'Environnement concerne les travaux de réparation du pont de l'Herle sur la RN 126 dans la commune de Bannière (81).

1.3 – Localisation des travaux

L'ouvrage sur lequel s'effectueront les travaux est situé sous la RN 126 sur la commune de Bannières (81) au PR 10+0611.

Plan de situation



Article 2 – ASPECTS RÉGLEMENTAIRES DE LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Plusieurs articles du Code de l'environnement encadrent les activités relatives aux différentes thématiques. La liste suivante non exhaustive présente les principaux articles et textes à respecter.

- Articles L.122-1 à L.122-1 Chapitre II du Titre II du Livre Ier du Code de l'Environnement (Évaluation environnementale),
- Titre Ier du Livre II du Code de l'Environnement (Eau et milieux aquatiques),
- Titre II du Livre II du Code de l'Environnement (Air et atmosphère),
- Livre III (Espaces naturels) et Titre Ier du Livre IV (Protection du patrimoine naturel) du Code de l'Environnement et notamment articles L.411-1 et suivants ,
- Chapitre Ier du Titre IV du Livre V du Code de l'Environnement (Prévention et gestion des déchets),
- Titre VII du Livre V du Code de l'Environnement (Prévention des nuisances sonores),

D'autres textes viennent compléter ces dispositions :

- Livre V (Archéologie) et Livre VI (Monuments historiques, sites et espaces protégés) du Code du Patrimoine,
- Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Adour-Garonne, entré en vigueur le 18 décembre 2009,

2.1 – Air

Les **articles L.220-1 à L.229-24 du Code de l'Environnement** fixent les dispositions nécessaires afin d'éviter toutes pollutions atmosphériques. **Aux termes de l'article L.220-2 : « *Constitue une pollution atmosphérique au sens du présent titre l'introduction par l'homme, directement ou indirectement ou la présence, dans l'atmosphère et les espaces clos, d'agents chimiques, biologiques ou physiques ayant des conséquences préjudiciables de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources biologiques et aux écosystèmes, à influencer sur les changements climatiques, à détériorer les biens matériels, à provoquer des nuisances olfactives excessives* ».**

Ainsi, l'interdiction de brûlage en plein air des ordures ménagères ou assimilées est mentionnée dans le règlement sanitaire départemental type publié au journal officiel du 13 septembre 1978, cette interdiction étant précisée par deux circulaires en date du **9 août 1978** et du **18 novembre 2011**.

2.2 – Bruit

Les **articles L.571-1 à L.571-26 et R.571-44 à R.571-52 du Code de l'Environnement**, relatifs à la limitation du bruit des aménagements et infrastructures de transports terrestres, fixent les dispositions relatives à la prévention des nuisances sonores liées aux chantiers.

Plus précisément, l'**article R.571-50 du Code de l'Environnement** impose au maître d'ouvrage de fournir au public, aux préfets et aux mairies concernés par le chantier, des informations concernant la nature et la durée prévisible des travaux, ainsi que les nuisances sonores attendues, et les actions menées pour limiter ces nuisances, un mois au moins avant le démarrage du chantier.

Durant la période de préparation, établissement par le titulaire et pour le compte du maître d'ouvrage de l'opération, du dossier « Bruit » mentionné à l'article L.571-9 du code de l'environnement. Ce dossier d'autorisation est à déposer en préfecture par le titulaire du marché.

Les **articles R.571-1 à R.571-24 du Code de l'Environnement** déterminent les caractéristiques acoustiques et les valeurs admissibles d'émissions ainsi que les normes d'homologation et de contrôle. Une phrase sur les dispositions des articles R. 571-32 à D. 571-57 relatives aux aménagements, infrastructures et matériels de transports terrestres

Les **articles R.571-94 et R.571-95 du Code de l'Environnement** précisent les sanctions encourues pour le non respect des articles précédents.

Les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier sont fixées par l'arrêté du **12 mai 1997**.

L'**arrêté du 22 mai 2006** modifiant l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments fixe les limites des émissions sonores à ne pas dépasser pour les engins de chantier.

Les **articles R.1334-30 à R.1334-37 du Code de la Santé Publique** relatifs à la lutte contre le bruit traitent des nuisances sonores causées par les chantiers. Les **articles R.1337-6 à R.1337-10-2 du même code** relatifs aux bruits de voisinage traitent, quant à eux, des sanctions encourues par les entreprises en cas de non-respect des prescriptions définies par les articles précédents.

Les maires peuvent, par arrêté municipal, réglementer la prévention des nuisances sonores liées au chantier.

2.3 – Déchets

Les **articles L.124-1, L.541-1 à L.541-50 du Code de l'Environnement** énoncent les modalités d'une gestion rationnelle des déchets.

L'article 2-1 de la loi n° 92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement a imposé qu'à partir du 1^{er} juillet 2002 « ne seront autorisés en décharge que les déchets ultimes », c'est-à-dire les déchets qui ne sont plus susceptibles d'être recyclés ou valorisés dans les conditions techniques et économiques du moment.

L'**annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement** présente la nomenclature des déchets. Certains déchets classés dangereux nécessitent des conditions d'élimination particulières.

Les déchets contenant de l'amiante font l'objet d'une réglementation particulière explicitée par la circulaire n°96-60 du 19 juillet 1996 relative aux déchets de flocage et calorifugeage avec amiante et la circulaire n°97-15 du 9 janvier 1997 relative aux déchets d'amiante ciment.

Le **Chapitre Ier du Titre IV du Livre V du Code de l'Environnement** relatif aux circuits de traitement des déchets, et notamment l'article R. 541-45, impose l'émission d'un bordereau en cas de production, de collecte, de reconditionnement ou de transformation de déchets dangereux. Les formulaires de ces bordereaux de suivi sont fixés par l'**arrêté du 29 juillet 2005** pour les déchets dangereux modifié par l'**arrêté du 16 février 2006** et l'arrêté du 26 juillet 2012.

2.4 – Eau

Le **Titre Ier du Livre II du Code de l'Environnement** relatif à l'eau et aux milieux aquatiques et marins pose le principe d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau. En effet, ces dispositions visent à assurer :

- la prévention des inondations et la préservation des écosystèmes aquatiques des sites et des zones humides,
- la protection des eaux et la lutte contre toute pollution,
- la restauration de la qualité des eaux et leur régénération,
- le développement, la mobilisation, la création et la protection de la ressource en eau,
- la valorisation de l'eau comme ressource économique, notamment pour le développement de la production d'électricité d'origine renouvelable ainsi que la répartition de cette ressource,
- la promotion d'une utilisation efficace, économe et durable de la ressource en eau.

La **Directive Cadre sur l'eau n°2000/60/CE** relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution est transposée en droit français par la loi n° 2004-338 du 21 avril 2004 et codifiée aux **articles L.210-1, L.212-1 à L.212-2-3 et L.212-6 du Code de l'Environnement** qui établissent un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau.

Le nouveau SDAGE, élaboré par le Comité de Bassin Adour-Garonne, est entré en vigueur le 4 avril 2022. Il s'appuie sur 4 orientations fondamentales :

- **Orientation A** : Créer les conditions de gouvernance favorables à l'atteinte des objectifs du SDAGE,
- **Orientation B** : Réduire les pollutions,
- **Orientation C** : Agir pour assurer l'équilibre quantitatif,
- **Orientation D** : Préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides.

2.5 – Protection de la nature

L'article L.110-1 du Code de l'Environnement fait état de plusieurs principes dont :

- celui de précaution,
- celui d'action préventive et de correction,
- celui du pollueur-payeur.

Le **Livre III (Espaces naturels)** et le **Titre Ier du Livre IV (Protection du patrimoine naturel)** du **Code de l'Environnement** relatifs aux espaces naturels, à la faune et à la flore fixent les règles à suivre pour assurer la protection de la nature. Ces dispositions visent à protéger les espèces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, les espèces animales et végétales.

Plus précisément, la protection de la faune et de la flore est assurée par les **articles L.411-1 à L.415-5 du Code de l'Environnement**.

L'**article L 411-2 du Code de l'Environnement** détermine les conditions dans lesquelles sont fixées les listes d'espèces ainsi protégées, la durée des interdictions, l'étendue du territoire sur lequel elles s'appliquent.

2.6 – Protection du patrimoine

Concernant le patrimoine archéologique, les **articles L.531-14 à 16 du Code du Patrimoine** imposent la déclaration immédiate de toute découverte fortuite à caractère archéologique, de quelque ordre qu'elle soit (structure, vestige, monnaie...), auprès des autorités compétentes (à savoir le Service Régional de l'Archéologie, directement ou indirectement par l'intermédiaire de la Mairie ou de la Préfecture). Les vestiges ne doivent en aucun cas être détruits avant examen par des spécialistes.

Les articles L. 114-1 à L. 114-6 et **L.544-1 à L. 544-4 du Code du Patrimoine** définissent les peines auxquelles s'exposent les contrevenants.

Pour mémoire, en ce qui concerne le patrimoine paléontologique, les **articles L.415-3 à L.415-6 du Code de l'Environnement** définissent les peines encourues pour la destruction de sites contenant des fossiles permettant d'étudier l'histoire du monde vivant et les premières activités humaines, ainsi que la destruction ou l'enlèvement de fossiles présents sur ces sites.

Article 3 – ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DU CHANTIER

3.1 – Faune et flore

■ Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)

Le projet n'est situé dans aucune ZNIEFF. La ZNIEFF 730030390 (« La Vendinelle, le Girou et prairies annexes ») est la plus proche, en particulier au niveau du cours d'eau du Girou et de ses rives, où le Herle se jette.

■ Espaces protégés

Aucun espace protégé ne se situe à proximité du projet.

3.2 – Eau

Le projet enjambe le cours d'eau le Herle. À environ 400 mètres en aval, ce dernier se jette dans le cours d'eau le Girou (inclus dans la ZNIEFF décrite plus haut).

3.3 – Habitat et cadre de vie

L'environnement du projet est marqué par une faible densité d'habitats et dominé par des étendues agricoles.

Article 4 – PRESCRIPTIONS

4.1 – Protection de la biodiversité – Gestion et protection de la ressource en eau et de ses usages sur le chantier

■ Objectifs des prescriptions

Les prescriptions présentées dans cette section visent à réduire ou éviter les impacts du chantier sur la biodiversité ainsi que sur la ressource en eau.

■ Prescriptions générales

- Mise en place de dispositifs provisoires de protection du cours d'eau pour récupérer ciments et débris.
- Stationnement et entretien des engins hors zone pouvant être en relation avec le cours d'eau.
- Les pertes de laitance des bétons seront préalablement décantées afin de ne pas polluer les eaux ou le milieu aquatique.
- Lavage des camions, bétonnières ou autres dispositifs ayant servi à la confection ou au transport du béton dans des sites sans contact avec un cours d'eau.
- Stockage des produits susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux hors d'atteinte de celles-ci.
- Enlèvement, dès l'achèvement des travaux des décombres, terres et dépôts de matériaux apportés ou qui pourraient subsister.
- Engagement à prendre toutes les précautions nécessaires afin de prévenir les pollutions éventuelles et les dégradations et désordres éventuels occasionnés, au cours des travaux ainsi qu'après leur réalisation.
- Engagement en cas d'incident susceptible de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site :
 - à immédiatement interrompre les travaux et prendre les dispositions afin de limiter l'effet de l'incident sur le milieu et sur l'écoulement des eaux.
 - à informer dans les meilleurs délais le service chargé de la police de l'eau de l'incident et des mesures prises pour y faire face.

4.2 – Gênes aux riverains/usagers

■ Objectifs des prescriptions

□ Air, poussières

Les risques de pollutions atmosphériques engendrés par le chantier sont :

- l'envol de poussières et de déchets sur les zones de stockage, lors du transport de matériaux et de la circulation des engins de chantier,
- l'émission de polluants atmosphériques liés à la circulation des véhicules,
- l'émission de fumées en cas d'incendie.

Les prescriptions énoncées ci-après ont pour objectif de :

- limiter les émissions de poussières et /ou de polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur la santé et l'environnement,
- préserver la qualité de l'air pendant toute la durée des travaux.

□ **Acoustique**

Les prescriptions énoncées ci-après ont pour objectif de :

- prendre en compte la qualité de vie des riverains/usagers dans la réalisation des travaux,
- limiter les émissions sonores pour éviter la gêne des riverains/usagers.

■ **Prescriptions**

□ **Air, poussières**

- arrosage des voies de circulation, des aires de manœuvre et de dépôt de matériaux afin de limiter les poussières. Cette disposition est systématique en cas de vent et par temps sec,
- bâchage des camions pour éviter les envols de déchet en cas de vent fort et de risques de projections,
- interdiction des brûlages de toute nature,
- contrôle de la conformité des engins.

□ **Acoustique**

Afin de limiter les nuisances sur l'environnement et sur la qualité de vie des riverains/usagers, l'entreprise devra utiliser les techniques les moins bruyantes pour la réalisation des travaux à proximité des habitations.

□ **Circulation des engins**

- optimisation des mouvements de véhicules,
- usage des avertisseurs sonores limité aux règles de sécurité sur chantier,
- vérification de la conformité du matériel et des engins employés. Ils seront insonorisés dans la mesure du possible,
- nettoyage systématique des chaussées souillées.

4.3 – Déchets issus du chantier

■ **Objectifs des prescriptions**

Les prescriptions relatives à la gestion des déchets issus du chantier ont pour but de :

- maintenir l'ensemble du chantier en état de propreté permanent et prévenir contre la dispersion des déchets et les épandages sauvages,

- organiser la gestion des déchets dans des conditions respectant l'environnement,
- mettre en place des dispositifs garantissant un tri et un stockage correct des déchets,
- évacuer les déchets selon les filières adaptées.

■ Prescriptions générales

L'entreprise prendra toutes les dispositions relatives au maintien de l'ensemble du chantier en état de propreté permanent.

□ Dispositions générales

Ces dispositions consistent dans :

- le nettoyage régulier du chantier,
- l'évacuation des déchets produits au droit des zones de travaux systématiquement en fin de journée vers la zone de stockage des installations de chantier,
- la sensibilisation du personnel, des sous-traitants et des fournisseurs à la propreté du chantier,
- le respect des prescriptions relatives à la gestion des déchets,
- le maintien des voiries empruntées pour les besoins du chantier en état de propreté.

□ Stockage des déchets

Il conviendra de prendre en considération les dispositions suivantes :

- l'aménagement d'une zone spécifique pour le stockage des déchets. Cette zone sera aménagée sur une zone confinée, en dehors des zones à enjeu ; une attention particulière sera portée aux déchets polluants : huiles de vidanges, bombes de peinture, cartouches de graisse, fûts ou bidons d'huiles (mécanique, décoffrant...), produits de laboratoire...
- la mise en place d'une collecte sélective sur le chantier (bennes, containers...) permettant de trier les déchets du personnel intervenant, les déchets industriels banals et les déchets industriels dangereux. Cette pratique aura pour objectifs d'éviter le mélange des déchets inertes avec des déchets banals (ferrailles, plastiques...) ou dangereux (huiles, hydrocarbures...) et favoriser le réemploi ou la réutilisation, ainsi que le recyclage des différents flux de déchets,

Ainsi, différents conteneurs devront être aménagés pour le stockage des déchets :

- bennes pour les DIB, le bois et la ferraille : le stockage sans protection ne concernera que les déchets inertes prévus pour une réutilisation ultérieure en prenant toutes les dispositions nécessaires pour éviter la dispersion de ces produits dans l'environnement,
- conteneurs étanches et fermés pour le stockage des déchets dangereux. Ces zones de stockage devront être étanches et permettront de confiner une pollution accidentelle,
- la mise en place d'une signalétique spécifique au droit des différentes zones de stockage des déchets, permettant d'orienter le personnel du chantier pour le tri des déchets (notamment pour éviter le mélange de déchets dangereux et non dangereux).

D'une manière générale, les déchets seront évacués régulièrement, afin de limiter leur stockage sur le chantier. De même, on limitera le stockage de matériaux sur le chantier.

□ **Traitement des déchets**

Une attention particulière devra être également portée sur les dispositions suivantes :

- l'évacuation des déchets vers les filières d'élimination adéquates,
- la vérification de l'absence de tout enfouissement des déchets et de tout brûlage,
- la mise en place d'un système de bordereau de suivi des déchets permettant de prouver la bonne élimination des différents flux.

Les interdictions suivantes sont également rappelées :

- brûler des déchets à l'air libre,
- stocker des huiles et carburants en dehors des emplacements aménagés à cet effet,
- abandonner ou enfouir des déchets,
- laisser des déchets spéciaux sur le chantier ou les mettre dans des bennes non prévues à cet effet.

En cas de déversement polluant accidentel, les terres souillées devront être enlevées immédiatement et transportées dans des décharges agréées pour recevoir ce type de déchet.

En cas de manquement conséquent d'une entreprise, le maître d'œuvre pourra demander à l'entreprise mandataire ou à une entreprise spécialisée, de procéder au nettoyage aux frais de l'entreprise mandataire.

■ **Points critiques liés aux prescriptions**

Les points critiques sont les suivants :

- visa des procédures de gestion des déchets,
- visa des procédures d'exécution et du plan des installations de chantier.

4.4 – Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) propres au chantier

Aucune opération n'est soumise à une procédure d'autorisation ou de déclaration au titre des ICPE.
